



FO proche de « l'hallali » !

secretariat.federation@ufap.fr

Pantin, le 04 mai 2026

Lundi 27 avril 2026, face à la mobilisation massive portée par l'**UFAP UNSa Justice**, l'administration a pris conscience de l'ampleur du ras-le-bol des Personnels.

D'autres, par ailleurs, observent les combats menés sur le terrain par notre organisation, rêvant d'un faux pas à transformer en faire-part.

Nous évoquons dans notre dernier communiqué, les accointances potentielles entre le syndicat majoritaire et le DGAP.

Force est de constater, pendant que ce dernier signait le 24 avril 2026 une note relative aux sanctions en cas de mouvement collectif (48h avant le mouvement), les majoritaires, en bonne courroie de transmission, s'employaient avec intensité sur le terrain afin de tenter de casser le mouvement.

Nous écrivions d'ailleurs :

« Lorsque le secrétaire général du syndicat majoritaire montre le chemin, alors c'est une aubaine pour l'administration. »

En effet, différents communiqués ont été rédigés pour décourager les Personnels de se joindre au mouvement. Parfois, cela va encore plus loin, comme en témoigne cette capture d'écran, dans laquelle ce syndicat relaie directement dans certains groupes internes, les risques de sanctions possibles, se faisant ainsi les porte-paroles zélés de l'administration.

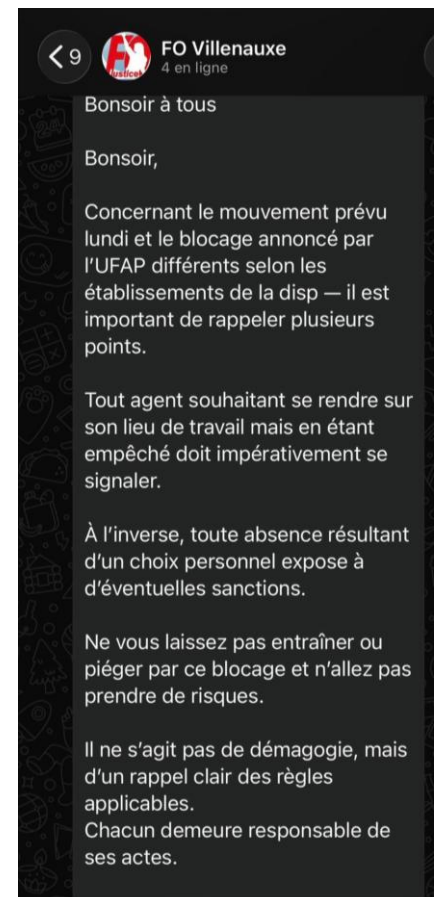
Au-delà du culot, cette méthode de cogestion en dit long sur la sincérité de l'action syndicale menée par ce syndicat. Nous souhaitons simplement alerter sur les pratiques plus que discutables utilisées par les majoritaires pour tenter de se payer, coûte que coûte, l' **UFAP UNSa Justice**... quitte à ce que cela pèse directement sur le dos des Personnels.

Un chef de file qui dicte la marche macabre à suivre, tout en se frottant les mains en attendant de voir quelques cadavres tomber.

Que les Personnels en prennent pleinement conscience : aujourd'hui, nous n'avons plus un seul DGAP face à nous... mais bien deux !

Bien que le terrain soit désormais habitué à leurs numéros de cirque, tous plus grotesques les uns que les autres, nous ne pensions sincèrement pas qu'ils oseraient aller se réfugier directement dans la loge présidentielle du clown ZAPATA.

Alors que nous exposons, faits à l'appui, le petit cinéma orchestré par FO Justice autour d'une demande de paiement des heures en stock adressée au ministre... après que ce même ministre l'ait lui-même proposée, voilà qu'ils tentent aujourd'hui de vendre cela comme une victoire syndicale arrachée de haute lutte.



Il est bien connu, évidemment, que Monsieur DARMANIN attend sagement qu'on lui souffle à l'oreille, le matin, ce qu'il annoncera l'après-midi...

PLUS C'EST GROS, PLUS ÇA PASSE !

Ces « pieds nickelés » du syndicalisme moderne tentent aujourd'hui de se racheter une conscience militante qu'ils ont abandonnée depuis longtemps, et plus encore dans les jours précédant le mouvement du 27 avril, qu'ils ont tout fait pour empêcher.

Chez eux, ce n'était visiblement pas : « Quitte à crever, autant le faire devant les portes » mais plutôt : « Quitte à crever, autant que les sanctions tombent sur les autres ! »

Les personnels de terrain, y compris une partie de leur propre base, apprécieront d'apprendre que FO Justice qualifie cette révolte de « pseudo-mouvement ». Les collègues mobilisés devant les portes, dans des conditions de travail toujours plus dégueulasses, seront ravis d'apprendre qu'ils menaient donc, selon ce grand stratège, un faux combat !

Chacun appréciera à sa juste valeur cette grande œuvre syndicale : beaucoup plus à l'aise sur les réseaux sociaux, dans les mails ou derrière les claviers, que devant les portes.

Ne leur en déplaise, l'UFAP UNSa Justice demeurera une force de contestation, chose que leurs nationaux n'ont plus la capacité de comprendre tellement leur « absence d'opposition est historique », et nous continuerons de proposer aux copains du terrain une offre syndicale aussi violente que le sont leurs conditions de travail !

Au fond, leur véritable problème est peut-être là, ils aimeraient bien être comme nous. Ils aimeraient pouvoir s'appuyer sur des références plus récentes que 2018 pour exister. Malheureusement, entre les souvenirs jaunis et les effets de manche, il reste une réalité : **depuis octobre 2025, l'UFAP UNSa Justice multiplie les initiatives, construit le rapport de force et assume l'organisation des mobilisations.**

Le problème central de cette organisation est de croire que rien n'existe tant que son secrétaire général, le doigt mouillé au vent, n'a pas décidé de l'heure qu'il est. Quitte, parfois, à quelques sorties pour le moins honteuses.

Il suffit, pour s'en convaincre, de visionner les vidéos rendues publiques de leur congrès confédéral et de tendre l'oreille :

« Si vous n'arrêtez pas, on va devoir utiliser la force physique... » ([lien vidéo](#))

Ces propos sont bien ceux de celui qui prétend donner des leçons à tout le monde, adressés à ses propres adhérents lors du congrès de leur confédération.

Que chacun se rassure, l'agitation facebook et mailings de ces révolutionnaires en carton ne trompera plus personne : Ils ne savent pas s'opposer à l'administration et encore moins au GDS pour lequel ils louent un culte exacerbé...

La finalité de tout ça, c'est qu'ils viendront très prochainement partager la table des contestataires en multilatérale chez le ministre alors même qu'ils ont combattu l'ensemble des agents avant, pendant et après le mouvement.

Quant à l'affiliation avec l'USM de notre organisation, nous l'assumons pleinement contrairement à ceux qui nous font miroiter des billevesées bien connes et des positions qui ne sont pas les leurs.

Extrait des magistrats FO Justice :

Extrait du tract syndical SNM FO :



Non aux fausses solutions !

La visioconférence à tout-va ? Non ! Elle ne fait pas l'unanimité et doit respecter les exigences du procès équitable (article 6 CEDH). Ce n'est pas une solution miracle.

Le déplacement systématique des magistrats ? Non plus ! Compte tenu de nos effectifs déjà insuffisants, de la nature des besoins et des enjeux de sécurité, ce n'est pas une réponse institutionnelle acceptable à un problème structurel d'organisation et de moyens.

D'un coté grand défenseur de la Visio conférence mais en coulisse la combattant factuellement.

L'UFAP UNSa Justice n'a pas besoin de singer la contestation, elle la porte !

Le Secrétaire Général, Alexandre CABY